La République du Centre, 24 février 2012

Le cas de l'ex-otage soumis aux ministres

ESPOIR. « J'aimerais qu'on reconnaisse que j'ai été enlevé par le Hezbollah au Liban en 1984. Aujourd'hui, avec ma petite pension de retraite, je vis presque comme un SDF », rappelle Christian Joubert, de Huisseau-sur-Mauves. Il y a peu, son dossier est arrivé sur les bureaux du ministre de la Justice, Michel Mercier, et du ministre de la Cohésion sociale, Roselyne Bachelot. Un pas de plus vers la reconnaissance de son statut d'otage. Et surtout « une injustice » que ne pouvait laisser passer son ami, Yves Bodard, de La Chapelle-Saint-Mesmin. Armé de patience, le Chapellois a envoyé de multiples courriers au président de la République, Nicolas Sarkozy, aux sénateurs Éric Doligé (UMP) et Jean-Pierre Sueur (PS) sans oublier Serge Grouard, député UMP. Le 15 février 1984, Christian Joubert était enlevé par le Hezbollah. Quelque 61 jours de captivité, alors qu'il avait pour mission de construire des écoles et des préfabriqués destinés à accueillir des civils à Beyrouth. Une opération menée en lien direct avec l'ambassade de France. « Après ma libération, on m'a demandé de ne pas en parler », explique l'ex-otage. Au moment d'ouvrir ses droits à la retraite, tout lui est revenu en pleine figure. Des cotisations perdues et une pension d'environ 500 euros. Hier, Serge Grouard, qui s'est dit satisfait de l'avancée auprès des ministres, précise tout de même qu'il est impossible de « préjuger » des suites de cette affaire. Christian Joubert garde espoir.

Phoca PDF